



PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE
L'YONNE

Groupeement Préparation et Opérations

RAPPORTEUR : Lieutenant Gilles PREUX

N° PV CA 74/24/GP

**COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ**

S/commission départementale ERP-IGH

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE DE CONTRÔLE des Urgences
(ERP du 1^{er} groupe)**

6 février 2024

CENTRE HOSPITALIER SENS BAT PRINCIPAL

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 387 - 047

Identifiant unique du dossier : 30453

Exploitant :

Directrice : Madame Véronique ROBIN

Coordonnées de l'établissement :

1 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN 89100 SENS

Tél. : 03.86.86.15.15

Dernière visite périodique :

Date : 23 mars 2022

Avis : Défavorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES :

☐ 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1an ☐ 2 ans ☒ 3 ans ☐ 5 ans ☐ Néant

Classement

Activité principale	: Etablissements de santé publics ou privés dispensant des soins de courte durée en médecine, chirurgie, obstétrique
Activité secondaire(s)	: Cantines, Bureaux
Type principal	: U
Type(s) secondaire(s)	: N, W
Catégorie	: 1ère
Effectif public	: 1522
Effectif personnel	: 445
Effectif total	: 1967

Textes de référence :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 21 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type N
- Arrêté du 23 mai 1989 modifié relatif aux établissements de type U
- Arrêté du 21 avril 1983 modifié relatif aux établissements de type W

Descriptif de l'établissement :

Bâtiment de neuf niveaux partiels (R+6 à R+1, RdC Haut, RdC Bas et Sous-sol) distant de tous tiers par un espace libre de plus de huit mètres. Toutes les façades sont accessibles aux engins de lutte contre les incendies. Une façade est accessible aux échelles mécaniques des sapeurs pompiers. Le dernier plancher accessible au public se situe à plus de 18 mètres du niveau d'accès des secours.

De construction traditionnelle, l'établissement est composé comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Les deux premiers niveaux en surélévation possèdent des issues directement sur l'extérieur et forme une plate forme supportant en ensemble en forme de T de six niveaux. Hormis quelques zones, les circulations des locaux à sommeil sont désenfumées mécaniquement par un système asservi à la détection automatique d'incendie.

Un éclairage d'évacuation et d'ambiance est présent.

Le chauffage est assuré par un système triple énergie : urbain, gaz et électrique. La chaudière gaz est implantée dans une chaufferie située au rez-de-chaussée bas de l'établissement.

Les locaux de stockage, TGBT, chaufferie, archives, cuisine, groupe froid, techniques sont isolés.

Les moyens de secours sont assurés par :

- des extincteurs appropriés aux risques ;
- des robinets d'incendie armés ;
- un système de sécurité incendie de catégorie A avec un équipement d'alarme du type 1 ;
- l'affichage de consignes de sécurité et de plans de l'établissement ;
- un téléphone urbain.

Calcul de l'effectif nouveau bâtiment et extension des urgences :

Niveau	Local	Type	Superficie	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel
RDC urgences	22 postes			8 pers/poste	176	4
	11 lits			11 lits	22	
	Total cumulé aux urgences					
					202	

*effectif non cumulable

Dérogation(s) accordée(s) : PV S/com ERP/IGH n° 68/24/GP du 25 janvier 2024

Articles U 26 et U 44 : les circulations comportant des locaux à sommeil doivent être équipées d'un système de désenfumage asservi à la détection d'incendie automatique.

Mesure(s) compensatoire(s) proposée(s) :

- en aggravation de l'article CO12§1, la stabilité au feu de la structure est portée à R 120 et les planchers REI 120, pour la construction neuve. La stabilité au feu sur le bâtiment existant est de R 90 pour la structure et REI 90 pour le plancher.
- en aggravation de l'article U16, les circulations auront 3 UP de large contre 2 UP minimum réglementaires et la largeur des portes des chambres de l'unité d'hospitalisation de courte durée sera portée à 1.20 m au lieu de 1.10 m réglementaire ;
- la zone des urgences est traitée en zones de compartimentage ;
- la zone technique des garages, arrivées ambulances et PC de sécurité (ZC4-4)
- 2 zones traitées en compartiments (ZC 4-2, ZC 4-3) pour les urgences proprement dites afin d'avoir plus de latitude sur le cloisonnement traditionnelle.
- en aggravation à l'article U10§2, la zone de compartimentage ZC4-1 (UHCD - locaux à sommeil) bénéficiera de 2 ZMA (4.1.1 et 4.1.2) malgré le nombre de lits inférieur à 20 pour permettre le transfert horizontale à proximité ;
- création d'alcôves équipées de prise de fluides médicaux pour éviter l'encombrement des circulations (22 brancards, plus attentes secondaires assises).

Analyse de risque :

Cette nouvelle de dérogation est plus une rectification sur un plan administratif. En effet lors de la demande de dérogation acceptée en octobre 2020 par la sous-commission départementale, une mesure compensatoire annonçait en aggravation de l'article CO12§1 avec une stabilité au feu de la structure portée à R120 et les planchers REI120 . Cette mesure n'est pas appliquée sur la totalité de la zone concernée mais seulement sur la partie neuve de la construction. Ce changement ne remet pas en cause la première analyse.

Il est à noter que le nouveau poste de sécurité sera dans cette zone. Cependant cette proximité du PC ne garantit pas une disponibilité d'un agent SSIAP en permanence. Ce nouveau réaménagement des urgences est une amélioration du niveau de sécurité de l'établissement.

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- RVRAT fait par DEKRA en date du 06/02/2024

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation des contrôles périodiques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Essai de l'alarme : action sur un détecteur automatique incendie au R+1 : résultat correct.

Essai du système de désenfumage : action sur un DAI dans le couloir : résultat correct

Anomalies constatées :

- observations sur le RVRAT
- manque les plans de zone à proximité du SSI
- brancards dans les circulations et non dans les alcôves.
- manque l'affichage des plans (intervention et évacuation.

Analyse de risque :

Établissement qui, au moment de la visite, présente un niveau de sécurité satisfaisant.

Avis de la commission :

La Commission d'arrondissement de SENS émet un avis **favorable** à l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'avis **favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **mars 2025**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

- 1• Respecter** les mesures compensatoires proposées lors de la demande de dérogation (moise en place d'alcôves pour ne plus avoir de brancards dans les circulations) afin de faciliter l'évacuation du public (R. 143-13).
- 2• Afficher** à proximité du SSI les plans de zonage permettant aux personnels chargés de l'exploitation de localiser un sinistre sans délais. (Article MS 47)
- 3• Apposer** les plans d'intervention et d'évacuation dans l'établissement, sous forme de pancarte inaltérable, pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (Article MS 41).
- 4• Lever** les dernières observations du rapport de vérifications réglementaires après travaux (Article 143 - 34)

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public -

Rappels réglementaires

- **N° 1 – N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **N° 2 – Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Désenfumage : tous les ans (art. DF 10) ;
- Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les ans (art. CH 58) ;
- Ventilation : tous les ans (art. CH 58) ;
- Gaz : tous les ans (art. GZ 30) ;
- Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans (art. EL 19) ;
- Ascenseurs : tous les 5 ans par une personne ou un organisme agréé (Avant remise en service faisant suite à une transformation importante – Vérifications du respect des dispositions applicables aux ascenseurs) (art. AS 9),
- Gaz médicaux : tous les ans ;

- Moyens de secours :
 - Extincteurs et RIA : tous les ans,
 - Détection automatique d'incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (art. MS 58) ;
 - Système de sécurité incendie : tous les ans et tous les 3 ans, par une personne ou un organisme agréé (SSI A et B), avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (SSI A et B) (art. MS 68) ;
 - Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ; (art. MS 73) ;
 - Continuité des communications radioélectriques : tous les 3 ans par un organisme agréé (art MS 71) ;

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'Etat dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Sens, le 6 février 2024

Le Président de la commission,



Florent HAUTELIN